



Plan quinquennal d'évaluation du Ministère 2022-23 à 2026-27



Préparé par la Direction générale de l'évaluation et des résultats (PRD)

Affaires mondiales Canada

Le 24 mai 2022



Table des matières

3	Note de confirmation de l'administrateur général	12	Contexte ministériel : Affaires mondiales Canada
4	Plan ministériel d'évaluation d'Affaires mondiales Canada	13	Couverture des évaluations
5	La fonction d'évaluation d'Affaires mondiales Canada	14	Ressources et capacités
6	Le processus de consultation du plan ministériel d'évaluation	15	Annexe I : Calendrier d'évaluation quinquennal
7	Réalisations en 2021-2022 : Livrer des évaluations	20	Annexe II : Répertoire des programmes 2022-2023 d'Affaires mondiales Canada
9	Autres réalisations : Restructuration de la fonction d'évaluation	21	Annexe III : Programmes exclus du calendrier quinquennal
10	Autres réalisations : Améliorer l'utilisation de l'évaluation et l'apprentissage à AMC	22	Annexe IV : Faire progresser l'évaluation féministe
11	Autres réalisations : Engagements internationaux		

Note de confirmation de l'administrateur général

J'approuve le plan quinquennal continu d'évaluation d'Affaires mondiales Canada (AMC) pour les exercices de 2022-2023 à 2026-2027, que je sou mets au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, conformément à la *Politique sur les résultats* et à l'article 42.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Comme le prévoit la section 4.3.15 de la Politique, je confirme que ce Plan ministériel quinquennal d'évaluation respecte les exigences suivantes en matière d'évaluation :

- il se fonde sur un exercice annuel de planification de l'évaluation, y compris des consultations auprès du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada;
- il précise la portée prévue de l'évaluation, y compris les dépenses organisationnelles et les programmes visés du Répertoire des programmes, pendant la période de planification;
- il indique les dépenses de l'organisation et les programmes du Répertoire des programmes qui ne sont pas soumis à l'évaluation pendant la période de planification, avec les justifications nécessaires;
- il comporte des évaluations de tous les programmes de subventions et de contributions en cours et pour lesquels les dépenses réelles moyennes sur cinq ans sont d'au moins 5 millions de dollars par année;
- il comprend toutes les évaluations exigées par la loi et découlant des engagements pris dans les présentations approuvées par le Conseil du Trésor du Canada ;
- il comprend toutes les évaluations demandées par le secrétaire du Conseil du Trésor du Canada ;
- il comprend toutes les activités d'évaluation nécessaires à la réalisation, au niveau central, des évaluations ou des examens en vue de l'harmonisation des ressources.

Je veillerai à la mise à jour annuelle du Plan et je rendrai compte de sa mise en œuvre au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, comme il convient de le faire.

Christopher MacLennan
Sous-ministre du Développement international
Affaires mondiales Canada

Plan ministériel d'évaluation d'Affaires mondiales Canada

L'évaluation soutient la collecte systématique et l'analyse neutre de données probantes pour examiner la pertinence, l'efficacité et l'efficience des programmes et services ministériels. Les résultats de l'évaluation appuient la prise de décision fondée sur des données probantes, l'amélioration continue des politiques et des programmes, et contribuent au respect des obligations en matière de reddition de compte, en tenant les Canadiens informés des résultats obtenus et des ressources utilisées pour y parvenir.

Introduction

Ce document présente le plan ministériel quinquennal d'évaluation d'Affaires mondiales Canada (AMC) pour la période de 2022-2023 à 2026-2027.

Le plan sert d'outil d'information et de gestion qui reflète les résultats de l'exercice annuel de planification de l'évaluation du Ministère.

La portée et le contenu de ce plan sont conformes aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de la *Politique sur les résultats* du Conseil du Trésor.

Exigences pour le plan d'évaluation du Ministère

Établie par le Conseil du Trésor en 2016, la *Politique sur les résultats* exige que les administrateurs généraux approuvent chaque année un plan d'évaluation quinquennal et le présentent au Secrétariat du Conseil du Trésor (section 4.3.15). Le plan doit comprendre :

- un calendrier détaillé des évaluations obligatoires et discrétionnaires prévues;
- l'étendue de la couverture des évaluations du Répertoire des programmes, par montant des dépenses organisationnelles et par programme du Répertoire des programmes;
- l'étendue des dépenses et des programmes organisationnels qui ne seront pas évalués au cours de la période de planification, et la justification (c'est-à-dire ce qui a été exclu du calendrier quinquennal et pourquoi);
- les conseils aux administrateurs généraux pour déterminer si les ressources prévues pour l'évaluation sont adéquates.

La *Politique sur les résultats* établit trois considérations clés pour l'élaboration du plan quinquennal d'évaluation du Ministère :



Évaluations obligatoires

- Les programmes de subventions et de contributions (S et C) figurant dans le Répertoire des programmes et dont les décaissements annuels moyens sont de 5 millions de dollars ou plus.
- Les engagements pris dans les présentations au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada ou dans les mémoires au Cabinet, ou conformément à d'autres exigences législatives.



Évaluations discrétionnaires

- Les programmes figurant dans le Répertoire des programmes d'AMC (à évaluer périodiquement).
- Les programmes de subventions et de contributions dont les dépenses annuelles moyennes sur 5 ans sont inférieures à 5 millions de dollars.
- Les évaluations déterminées en fonction d'une analyse des risques, des priorités et des besoins du Ministère.

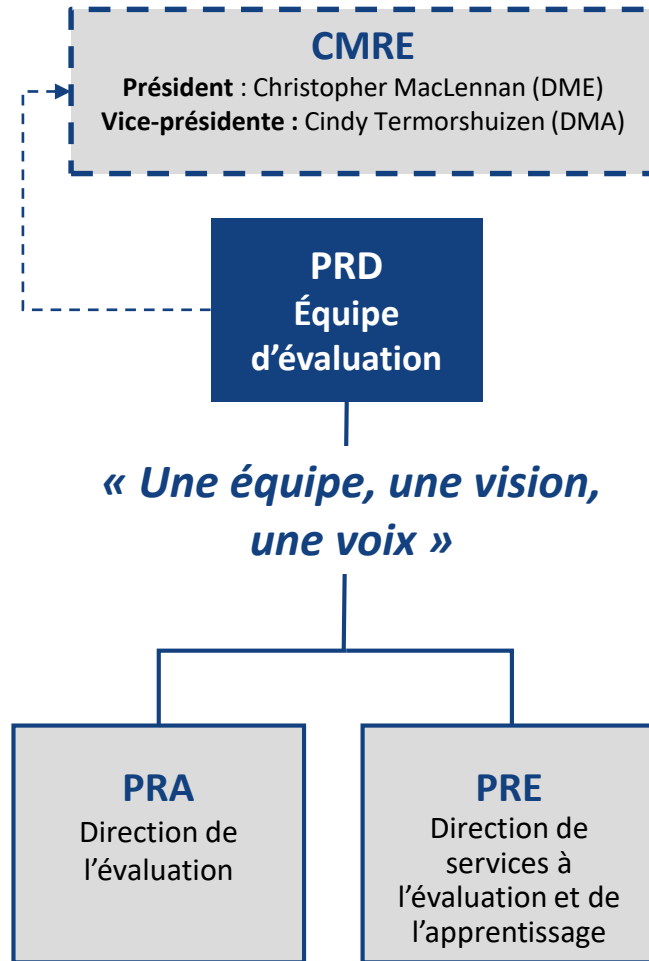


Calendrier des évaluations

Le calendrier d'une évaluation est déterminé par :

- les échéanciers pour les présentations au Conseil du Trésor;
- l'harmonisation avec les besoins d'information des clients;
- la couverture du Répertoire des programmes d'AMC;
- la coordination avec les autres fonctions de surveillance;
- les ressources et capacités de la fonction d'évaluation.

La fonction d'évaluation à Affaires mondiales Canada



Conformément à la *Politique sur les résultats* du Conseil du Trésor, la Direction générale de l'évaluation et des résultats (PRD) est responsable de la fonction d'évaluation d'AMC. La directrice générale est désignée cheffe de l'évaluation et agit comme lien ministériel avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada en matière d'évaluation. L'équipe d'évaluation de PRD est constituée de deux directions avec une vision unificatrice qui s'efforcent d'être :

une équipe d'évaluation interne solide et professionnelle dont les évaluations institutionnelles de haute qualité intègrent l'innovation, un programme d'apprentissage et des pratiques de recherche éthiques et féministes, afin de contribuer à renforcer la prise de décision fondée sur des données probantes au sein du Ministère, liée à l'amélioration des politiques, des programmes et des opérations.

un courtier en connaissances efficace qui fournit des services de haute qualité à ses intervenants internes, ministériels et externes, et qui contribue à l'apprentissage issu de l'évaluation en injectant une expertise de recherche supplémentaire axée sur l'application des connaissances afin d'éclairer la prise de décision liée aux priorités en matière de politiques et de programmes.

un conseiller de confiance qui aide à améliorer l'apprentissage horizontal issu de l'évaluation en utilisant des approches analytiques innovantes, inclusives et avancées pour identifier, documenter et communiquer efficacement les données probantes, les leçons et les meilleures pratiques d'évaluation.

une fonction de renforcement des capacités et d'appui technique pour les évaluations décentralisées commandées par les secteurs et programmes ministériels, assurée par l'Unité de services aux évaluations décentralisées (USÉD).

Le Comité de la mesure du rendement et de l'évaluation (CMRE)

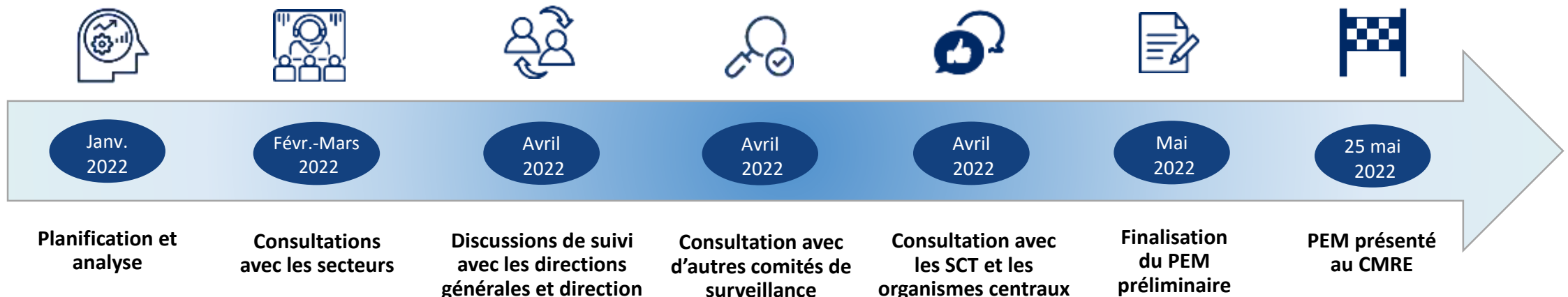
La *Politique sur les résultats* exige que les administrateurs généraux mettent sur pied un comité de la mesure du rendement et de l'évaluation (CMRE) composé de hauts fonctionnaires. Ce comité de gouvernance sert d'organe consultatif auprès de l'administrateur général pour la surveillance de la mesure du rendement et de l'évaluation du Ministère. Depuis septembre 2021, le CMRE est présidé par le sous-ministre du Développement international (DME) et vice présidé par la sous-ministre déléguée des Affaires étrangères (DMA).

Composés d'un certain nombre de sous-ministres, de sous-ministres délégués et d'ambassadeurs qui représentent les diverses directions et divers volets d'Affaires mondiales Canada (AMC), les membres du CMRE ont la responsabilité clé de renforcer la planification, le ressourcement, la coordination et l'utilisation de la mesure du rendement et de l'évaluation à AMC. Le CMRE sert également à favoriser l'innovation et l'excellence dans les efforts de mesure du rendement et d'évaluation d'AMC. Le comité fournit des commentaires sur tous les modèles d'évaluation et examine et approuve officiellement tous les rapports d'évaluation, ainsi que les réponses et plans d'action de la direction (RPAD), qui sont ensuite publiés.

Le processus de consultation du plan d'évaluation du Ministère

L'actuel Plan quinquennal d'évaluation du Ministère (PEM) est fondé sur des analyses et des consultations effectuées de février à avril 2022. Cela comprenait :

- **Examen de documents** : L'examen de diverses sources d'information pour déterminer toutes les évaluations obligatoires et évaluer la couverture du Répertoire des programmes. Les principaux documents comprenaient notamment le dernier plan quinquennal approuvé, les profils d'information sur le rendement, les mémoires au Cabinet, les présentations au Conseil du Trésor et les décaissements financiers.
- **Consultations avec les secteurs** : Au total, 14 consultations ont eu lieu avec des sous-ministres adjoints, des directeurs généraux et d'autres membres de la haute direction afin d'examiner le calendrier et la portée des évaluations proposées et d'optimiser leur utilité et leur valeur. Ces consultations ont été complétées par des discussions plus ciblées avec un certain nombre de directions générales et de directions impliquées pour s'assurer que le plan d'évaluation s'harmonise avec les besoins spécifiques d'information et les exigences en matière de délais.
- **Consultation avec d'autres comités de surveillance** : Des consultations ont été effectuées auprès d'autres fonctions de surveillance au sein du Ministère, p. ex., l'audit et l'inspection des missions, afin d'éviter les chevauchements et de réduire le fardeau sur les programmes.
- **Consultation avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT)** : Conformément à la *Politique sur les résultats*, la cheffe de l'évaluation a également consulté le SCT.



Réalisations en 2021-2022: Livrer des évaluations

La fonction d'évaluation a réussi à obtenir l'approbation du CMRE pour 10 rapports d'évaluation et évaluations institutionnelles, 5 conceptions d'évaluation et a soutenu la réalisation de 11 évaluations décentralisées au cours de l'exercice financier 2021-2022, ce qui était moins que prévu selon le PEM précédent, en raison du retard de trois évaluations. Cela était en partie dû à une réorganisation, qui a retardé certains projets d'évaluation. C'est aussi le résultat de l'application de méthodes de collecte de données plus approfondies, participatives et inclusives, qui ont affecté les échéanciers d'achèvement, ainsi que l'investissement de temps nécessaire pour développer et effectuer des engagements de grande valeur liés à des produits d'évaluation innovants, comme l'outil Mesure du renforcement de l'égalité des genres et du pouvoir (MREP). Il y a également eu les impacts continus de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine, couplés à une année d'importants engagements de leadership multilatéral avec le Réseau d'évaluation du rendement des organisations multilatérales (MOPAN), la Coalition mondiale pour l'évaluation de la réponse à la COVID-19, entre autres, qui ont nécessité l'attention de l'équipe. Par conséquent, l'exercice financier 2021-2022 a été une année de construction de l'équipe d'évaluation et de mise en place en vue d'un succès à long terme. Plusieurs évaluations complexes seront terminées au début de l'exercice 2022-2023.

3

évaluations
réalisées par
l'équipe
d'évaluation

1. Évaluation du Secteur des partenariats pour l'innovation dans le développement
2. Évaluation de la Fondation Asie-Pacifique du Canada
3. Évaluation de la cohérence en matière de diplomatie, de commerce et de l'aide internationale dans le Secteur de l'Asie-Pacifique

Évaluations institutionnelles réalisées par le biais du Réseau d'évaluation des performances des organisations multilatérales (MOPAN) :

1. Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
2. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
3. Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (BCAH)
4. Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)
5. Organisation internationale du travail (OIT)
6. Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

1

évaluation
horizontale

Évaluation horizontale de la coopération internationale en matière de changement climatique (responsable : Environnement et Changement climatique Canada (ECCC))

11

évaluations
décentralisées

- L'unité de service aux évaluations décentralisées a fourni une aide technique, des services de révision et d'assurance qualité liées à 11 rapports d'évaluation décentralisés ou dirigés par des programmes.
- En outre, l'équipe a fourni un soutien général et des conseils d'évaluation liés à 75 évaluations.

Évaluations en cours

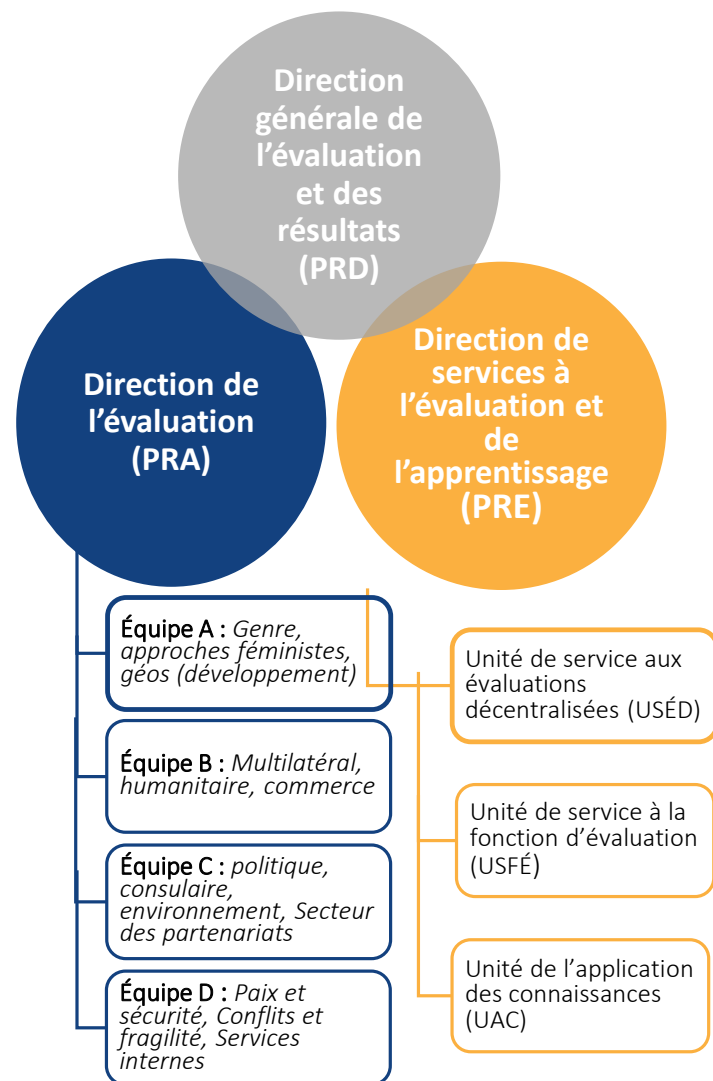
Huit évaluations ont été lancées en 2021-2022 et seront achevées en 2022-2023 :

1. Évaluation du programme Voix et leadership des femmes*
2. Évaluation de la programmation en matière d'aide internationale dans les pays à revenu intermédiaire*
3. Évaluation du Fonds canadien d'initiatives locales*
4. Évaluation horizontale : Stratégie du Canada en matière de prévention du passage de clandestins
5. Évaluation du Programme de renforcement des capacités de lutte contre la criminalité et le terrorisme
6. Évaluation du programme des Accélérateurs technologiques canadiens
7. Évaluation de la cohérence d'EGM : commerce, diplomatie et aide internationale
8. Évaluation de la programmation en matière d'aide internationale en Haïti

En outre, six évaluations MOPAN sont en cours (Fonds mondial, BAD, BID, ONUSIDA, Banque mondiale, SFI and BERD).

**Ces évaluations devaient être terminées en 2021-2022, mais en raison de certains retards, elles le seront au début de 2022-2023.*

Autres réalisations : Restructuration de la fonction d'évaluation



L'évaluation neutre de la fonction d'évaluation d'Affaires mondiales Canada, conclue en mars 2021, a contribué à la restructuration de cette fonction. La réorganisation visait également à réduire les silos, tout en maintenant et en maximisant l'expertise spécialisée, en plus de continuer à renforcer son rôle de conseiller de confiance au sein du Ministère.

La Direction de l'évaluation (PRA) regroupe désormais les directions de l'évaluation de l'aide internationale et de la diplomatie, du commerce et des affaires corporatives, auparavant séparées. Composée de quatre équipes dotées d'une grande capacité de recherche pour entreprendre un large éventail de travaux d'évaluation, PRA est chargée d'entreprendre des évaluations corporatives couvrant tous les secteurs d'activité du Ministère. PRA adopte l'innovation, un programme d'apprentissage et des pratiques de recherche éthiques et féministes tout en faisant valoir les valeurs canadiennes.

La Direction de services à l'évaluation et de l'apprentissage (PRE) a pour mission de soutenir les pratiques d'évaluation, de contribuer à " l'apprentissage à partir de l'évaluation " et d'injecter une expertise de recherche supplémentaire axée sur l'application des connaissances afin d'éclairer la prise de décision concernant les priorités en matière de politiques et de programmes. PRE est composé de trois unités complémentaires ayant des mandats différents : **l'Unité de service aux évaluations décentralisées (USÉD)** soutient les programmes dans la planification et la production d'évaluations décentralisées de haute qualité et en temps opportun ; **l'Unité de service à la fonction d'évaluation (USFÉ)** soutient les exercices corporatifs et coordonne les contributions aux divers processus de planification, de suivi et de rapport du Ministère ; et **l'Unité d'application des connaissances (UAC)** soutient l'analyse et l'amplification des données probantes issues des évaluations et d'autres connaissances afin de les traduire pour les décideurs internes et externes.

En continuant à travailler avec une seule vision, en tant qu'une équipe et d'une seule voix, la nouvelle structure organisationnelle permet à la fonction d'évaluation de maximiser sa capacité à mener et à soutenir des évaluations, d'être plus souple et efficace dans le traitement des exercices de rapports et de planification obligatoires et récurrents, tout en tirant parti des résultats et des leçons issus des évaluations pour mieux répondre aux besoins d'information émergents et changeants du Ministère et au-delà.

Autres réalisations : Améliorer l'utilisation de l'évaluation et l'apprentissage à AMC

Au cours de la dernière année, la fonction d'évaluation d'AMC a continué de franchir des étapes importantes vers un contexte d'évaluation post-pandémique où elle continuera à être en mesure de contribuer efficacement aux besoins d'information du Ministère et de maximiser les enseignements tirés de l'évaluation. Vous trouverez ci-dessous quelques exemples de la manière dont l'équipe a pu adapter ses approches d'évaluation, tirer parti de nouveaux outils innovants, tout en soutenant la conduite d'évaluations de haute qualité dans tout le Ministère et en améliorant l'utilisation des évaluations pour une prise de décision fondée sur des données probantes.



Améliorer les approches et les outils d'évaluation et les adapter au nouveau contexte

La fonction d'évaluation a continué à maximiser l'utilisation des outils de réunion virtuelle pour la collecte de données, en complétant les équipes avec des évaluateurs locaux dans les engagements avec les partenaires et les bénéficiaires, lorsque cela est sûr et possible. L'approche visant à équilibrer l'utilisation des outils numériques, l'expertise locale et les déplacements, lorsque ceux-ci seront possibles, devrait rester en place même dans un contexte post-pandémique.

De nombreux outils et approches ont également été adaptés pour garantir le respect des principes féministes tout au long de l'évaluation, grâce à une participation élargie et à une inclusion significative de tous les intervenants concernés. Pour s'assurer que tous les intervenants sont impliqués d'une manière éthique, sûre et cohérente, qui respecte également les préoccupations en matière de vie privée, des protocoles spéciaux ont également été développés, qui seront déployés dans toutes les évaluations au cours de l'année à venir.



Renforcer les enseignements tirés de l'évaluation et le soutien aux pratiques d'évaluation

Sur la base des enseignements tirés de l'évaluation de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles au Moyen-Orient et au Maghreb, **l'outil novateur de mesure du renforcement de l'égalité des genres et du pouvoir (MREP)** a été affiné et diffusé auprès de publics internes et externes.

Les analyses annuelles des tendances des thèmes les plus courants et des questions récurrentes soulevées dans les évaluations corporatives et décentralisées de la fonction d'évaluation ont contribué à alimenter en informations factuelles les processus ministériels de changement en cours et à soutenir la prise de décision.

Les leçons et les meilleures pratiques ont également été intégrées dans de nombreux outils d'orientation et fiches de conseils qui sont utilisés pour soutenir les programmes menant leurs propres évaluations. Ces outils sont également intégrés dans les programmes de formation du personnel de programmation.



Amplifier l'utilisation des connaissances en matière d'évaluation pour mieux répondre aux besoins d'information du Ministère

Des efforts considérables ont été déployés pour créer une culture ministérielle qui reconnaît la valeur et l'utilisation des connaissances en matière d'évaluation. En outre, en offrant de multiples options pour les produits et services d'évaluation, y compris des rapports de synthèse plus courts basés sur des données d'évaluation existantes, la fonction d'évaluation a été en mesure d'aider à fournir les bonnes informations aux bonnes personnes au bon moment.

Cela s'est fait en appliquant la science comportementale pour influencer les comportements dans des questions politiques complexes et en fournissant un soutien analytique par le biais de recherches ou d'autres conseils liés aux priorités ministérielles clés. Cela inclut un soutien aux enquêtes COVID-19 et aux tests de modèles hybrides au niveau des secteurs, ainsi qu'à la manière d'appliquer les principes féministes dans l'ensemble d'AMC par le biais de stratégies d'apprentissage ciblées, d'outils d'orientation et de rapports d'apprentissage thématiques.

Autres réalisations : Engagements internationaux



La fonction d'évaluation d'Affaires mondiales Canada a continué de s'engager activement auprès de nombreux intervenants internationaux et a fait preuve de leadership sur la scène internationale, notamment en présidant le comité directeur du **Réseau d'évaluation du rendement des organisations multilatérales (MOPAN)** en 2021. Au cours de la présidence canadienne, une évaluation externe du MOPAN a été réalisée et a permis de tenir des discussions fondées sur des données probantes sur la façon de renforcer l'orientation stratégique future de l'organisation. En outre, la présidence canadienne a donné la priorité à l'extension de la portée mondiale du MOPAN par le biais d'études analytiques et d'événements d'apprentissage. La méthodologie du MOPAN a continué à être renforcée par l'ajout de nouveaux indicateurs de performance sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels et du harcèlement sexuel, ainsi que par l'analyse des réponses des organisations aux défis posés par la COVID-19. Le Centre de données du MOPAN est également devenu fonctionnel en 2021, offrant aux membres un accès direct aux données d'évaluation grâce à l'affinement et au développement continu de la plateforme de données du MOPAN.



En tant que membre fondateur de l'**Initiative globale d'évaluation (GEI)** de la Banque mondiale, le Canada a joué un rôle clé dans l'intégration de pratiques féministes et d'une optique axée sur le genre dans ses activités. L'équipe d'évaluation a également appuyé l'élaboration de la vision et de la planification stratégiques de la GEI, qui comprend l'appui aux pays pour l'avancement des capacités de suivi et d'évaluation (S et É) au niveau des **environnements habilitants**, en mettant l'accent sur le renforcement des cadres juridiques, réglementaires et institutionnels favorisant la prise de décision fondée sur des données probantes ; de la **capacité institutionnelle**, en fournissant un soutien à la mise en place de cadres et de capacités institutionnels en matière de S et É ; et des **individus**, en soutenant les capacités des individus, dont les connaissances, les aptitudes et les compétences sont essentielles pour obtenir tout impact au niveau du système ou tout changement de culture. L'équipe d'évaluation a également partagé des leçons sur l'intégration des principes féministes dans la conception de l'évaluation et a présenté son outil MREP innovant lors de la semaine de l'évaluation gLOCAL 2021 de GEI.



La participation aux réseaux internationaux d'évaluation de l'OCDE-CAD joue un rôle important pour l'équipe d'évaluation, car elle permet de créer des synergies et de coordonner le travail d'évaluation avec d'autres donateurs internationaux et groupes d'évaluation. En tant qu'actuelle vice-présidente du comité directeur d'**EvalNet**, cofondatrice de la **Coalition mondiale pour l'évaluation de la COVID-19** et membre actif des groupes de travail **GenderNet** et **Nordic Plus**, l'équipe d'évaluation est également en mesure de partager des leçons et des meilleures pratiques. Au cours de l'année, l'équipe a fait une présentation sur sa récente trousse à outils sur la protection et la vie privée, qui a été élaborée à la suite de vastes consultations au niveau ministériel et avec d'autres ministères du gouvernement canadien. Cette trousse à outils a été conçue pour modéliser et respecter les normes éthiques et appliquer le principe de ne pas nuire lors de la réalisation d'évaluations et du travail avec d'autres personnes. Elle met également en évidence les mesures à prendre pour atténuer les risques supplémentaires en matière de protection de la vie privée et de protection qui accompagnent les nouvelles formes de méthodes de génération de données à distance dans le contexte des répercussions continues de la pandémie de COVID-19.

Contexte ministériel : Affaires mondiales Canada

Répertoire des programmes : principales responsabilités	Estimations principales 2022-23 (\$ CA)	S et C votés en 2022-2023 (\$ CA)
1. Diplomatie et défense des intérêts internationales	896 937 805 \$	608 260 048 \$
2. Commerce et investissements	361 789 768 \$	55 688 715 \$
3. Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	4 667 015 602 \$	4 498 226 655 \$
4. Aide aux Canadiens à l'étranger	50 585 343 \$	0 \$
5. Soutien à la présence du Canada à l'étranger	1 219 726 144 \$	0 \$
6. Services internes	273 004 944 \$	900 000 \$
Budget total	7 469 059 606 \$	5 163 075 418 \$

Le mandat d'Affaires mondiales Canada est d'obtenir des résultats en ce qui a trait aux engagements du gouvernement du Canada à préserver et à soutenir la prospérité et la sécurité des Canadiens, et à contribuer à un monde plus juste, plus inclusif et plus durable, d'une manière qui tient compte de l'égalité des genres. Pour soutenir ce travail, le Ministère se concentre sur quatre priorités :

1. Façonner le système international fondé sur des règles et promouvoir la démocratie et les droits de la personne.
2. Approfondir l'engagement du Canada dans le monde.
3. Appuyer le commerce fondé sur des règles et soutenir les exportateurs canadiens.
4. Éradiquer la pauvreté.

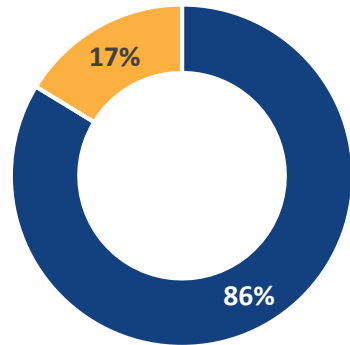
Le Ministère est responsable de la mise en œuvre de la politique étrangère féministe du Canada et de son ensemble de politiques, de programmes et d'initiatives internationales féministes dans le cadre de ses engagements en matière de diplomatie, de commerce, de sécurité, de développement et de services consulaires. Il gère également la plateforme internationale du Canada, un réseau mondial de 178 missions dans 110 pays qui appuie les activités internationales du Ministère et de 31 organisations partenaires (ministères, organismes et sociétés d'État des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux).

Comme l'exige la *Politique sur les résultats* du Conseil du Trésor, le cadre des résultats ministériels d'AMC décrit les cinq responsabilités fondamentales et services internes, les résultats de haut niveau que le Ministère cherche à atteindre (résultats ministériels) et la façon dont les progrès seront évalués (indicateurs de résultats ministériels). Le Répertoire des programmes d'AMC (voir l'Annexe II), qui comprend au total 53 programmes, décrit comment le Ministère est organisé pour soutenir l'atteinte de ces résultats. Selon le Budget principal des dépenses, AMC prévoit dépenser environ 7,47 milliards de dollars pour ses programmes, politiques, initiatives et services au cours de l'exercice financier 2022-2023.

Le Répertoire des programmes démontre comment le Ministère s'acquitte de son mandat, soutient l'autorisation des dépenses par le Cabinet et appuie la production de rapports sur le rendement. Le Répertoire des programmes représente l'ensemble du portefeuille d'évaluation. En principe, tous les programmes et toutes les dépenses du Répertoire des programmes (à l'exception des services internes) devraient être évalués périodiquement.

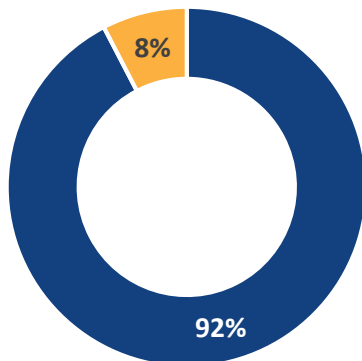
Couverture des évaluations

Couverture totale du Répertoire des programmes par programmes



■ Programmes couverts ■ Programmes non couverts

Couverture totale des dépenses en fonction des estimations principales de 2022-2023



■ Dépenses couvertes ■ Dépenses non couvertes

Couverture de l'évaluation prévue par Affaires mondiales Canada

Le plan d'évaluation ministériel (PEM) 2022-2023 à 2026-2027 reflète l'équilibre judicieux que le Ministère cherche à établir entre un engagement continu à répondre aux exigences d'évaluation obligatoires et aux besoins d'information, tout en respectant les contraintes auxquelles de nombreuses directions générales sont confrontées, ainsi que les défis d'un environnement de travail à distance et les retards dans la mise en œuvre des programmes pendant la pandémie continue de COVID-19.

Un total de **41 évaluations** sont incluses dans le plan quinquennal, ce qui représente **36 des 43 programmes requis** dans le Répertoire des programmes (à l'exclusion des programmes énumérés ci-dessous). Cela correspond à **92 % du total des estimations principales pour 2022-23**, ou à 99 % des programmes permanents de subventions et de contributions (S et C) dont les dépenses moyennes sur cinq ans sont égales ou supérieures à 5 millions de dollars par an.

Pour les autres programmes dont les S et C dépassent le seuil de la LGFP, une évaluation récente a été réalisée ou aucun changement n'a été effectué à la programmation ou au contexte depuis la dernière évaluation (voir l'Annexe II). Le calendrier quinquennal répond donc à toutes les exigences légales et à celles de la politique du Conseil du Trésor.

La Politique multilatérale (Programme # 2 dans le Répertoire des programmes) est considérée comme un programme exempté, car ses décaissements sont sous forme de contributions prédéterminées à des organisations internationales. Affaires mondiales Canada répond à une partie de ses exigences de couverture par le biais du MOPAN. Chaque année, les 19 membres du MOPAN contribuent collectivement aux évaluations institutionnelles des points forts et des points à améliorer pour un certain nombre d'organisations internationales. Cependant, comme une évaluation formative est prévue sur la politique multilatérale nouvellement élaborée, elle a été incluse dans l'analyse de couverture de ce plan d'évaluation.

Évaluations horizontales

Le Ministère doit réaliser deux évaluations horizontales avec d'autres ministères du gouvernement du Canada, qui contribuent également à la couverture globale :

- Stratégie canadienne de prévention du passage de clandestins (responsable : AMC)
- Stratégie nationale de lutte contre la traite de personnes (responsable : Sécurité publique Canada)

Programmes exclus du calcul de la couverture prévue

Il n'est pas nécessaire d'évaluer les 10 programmes qui relèvent des services internes (c-à-dire #44 à #53). Cependant, l'efficacité et l'efficacité de certains de ces services peuvent être couvertes dans le cadre des évaluations des programmes, stratégies ou initiatives.

Ressources et capacités

Postes d'évaluation (en date du 31 mars 2022)		
Classification et niveau	PRA	PRE
EX-01	1	1
AS-01	1	1
EC-07	4	3
EC-06	8	4
EC-05	8	4
EC-04	7	2
Total	29	15

Prévisions des ressources d'évaluation pour l'exercice financier 2021-2022 (\$ CA)			
Direction	Salaires	F et E	Total
PRA	2 808 631 \$	1 202 100 \$	4 010 731 \$
PRE	1 702 465 \$	496 859 \$	2 199 324 \$
Total	4 511 096 \$	\$1 698 959 \$	6 210 055 \$

Ressources

Il y a 44 postes équivalents temps plein (ETP) qui constituent la fonction d'évaluation au cours de l'exercice 2022-23. Les dépenses salariales annuelles s'élèvent à environ 4,5 millions de dollars. Le budget total de fonctionnement et d'entretien (F et E) est de 1,7 million de dollars.

Capacités

Le nombre de projets d'évaluation entrepris au cours d'une année donnée est généralement déterminé par la taille et la complexité des projets d'évaluation. Sur la base de la capacité actuelle, la fonction d'évaluation peut produire entre 8 et 10 rapports d'évaluation sur une base annuelle. En outre, PRA soutient les évaluations multidonateurs des organisations multilatérales par le biais du MOPAN. L'équipe d'évaluation, qui est la plus grande équipe de recherche d'Affaires mondiales Canada, fournit également d'autres services et développe de multiples produits d'évaluation et d'apprentissage.

Il y a une demande forte et constante de la part des programmes pour une aide technique décentralisée en matière d'évaluation et des services d'assurance de la qualité fournis par la Direction de services à l'évaluation et de l'apprentissage (PRE) par le biais de l'Unité de services aux évaluations décentralisées (USÉD). L'USÉD s'efforce également de renforcer les capacités du personnel et les capacités organisationnelles afin de planifier stratégiquement des évaluations innovantes et influentes. L'USÉD fournit des services à plus de 75 dossiers d'évaluation menés de façon simultanée, correspondant à une valeur de projet de 2,05 milliards de dollars. En 2021-22, 11 évaluations décentralisées ont été réalisées, un taux d'achèvement inférieur à la normale pour diverses raisons, telles que l'impact continu de la pandémie de la COVID-19, des enjeux de qualité et la guerre en Ukraine.

Mesures prises pour répondre aux besoins en matière d'évaluation

Le grand nombre de programmes (53) figurant dans le Répertoire des programmes contribue à créer des exigences importantes pour la fonction d'évaluation. De plus, la demande d'évaluations continue d'augmenter, non seulement dans le cadre des engagements pris dans les mémoires au Cabinet, les présentations au Conseil du Trésor et les évaluations thématiques d'intérêt particulier, mais aussi en lien avec les nouvelles annonces de financement qui ont une implication directe pour le Ministère. La priorité accordée à l'apprentissage à partir de l'évaluation pour éclairer la prise de décision crée également des charges de travail supplémentaires, qui sont alignées et classées par ordre de priorité dans l'équipe d'évaluation.

Depuis l'exercice financier 2020-2021, la fonction d'évaluation a fonctionné au maximum de ses capacités, en particulier au cours de l'année dernière en réponse aux demandes et aux réalités de la COVID-19. La récente réorganisation a été effectuée pour mieux répondre aux besoins d'évaluation et d'information du Ministère, ainsi que pour maximiser l'utilisation des ETP. Les récents processus de concours à tous les niveaux serviront à doter tous les postes financés. De plus, en 2021-22, un nouveau modèle de financement des services ministériels a été mis en place, qui tient compte des besoins futurs de la fonction d'évaluation, harmonisé au nouveau financement lié aux subventions et contributions reçu par le Ministère. Ce modèle fournit une solution durable pour permettre un ressourcement suffisant afin de répondre aux besoins d'évaluation et d'information du Ministère liés aux exigences légales, politiques et de renouvellement du financement.

Annexe I : Calendrier d'évaluation quinquennal : Année 1 – Exercice financier 2022-2023

Vous trouverez ci-dessous un aperçu des évaluations prévues sur la période de cinq ans, résultant des consultations avec la haute direction d'AMC. Elles sont présentées par exercice financier, en fonction de l'année où l'approbation du CMRE est attendue. Un certain nombre d'évaluations sont obligatoires, tandis que d'autres sont discrétionnaires et visent à répondre aux priorités ministérielles et aux besoins d'information exprimés, comme l'indique la légende ci-dessous. En raison de leur nombre élevé, les évaluations décentralisées ne figurent pas spécifiquement dans le plan d'évaluation ministériel. Bien qu'elles servent à informer les évaluations corporatives, elles ne doivent pas être considérées comme des recherches d'opinion publique.

Nom d'évaluation	Exigence			Discrétionnaire	Lien avec le répertoire des programmes	Secteurs
	LGFP / S&C	Prés. CT	Répert. Progr.			
Initiative principale d'AMC : Voix et leadership des femmes – Évaluation formative		T1			24	Enjeux mondiaux et développement (MFM)
Évaluation de l'engagement du Canada dans les pays à revenu intermédiaire				T1	29, 30, 31, 32	Tous les secteurs géographiques
Évaluation du Fonds canadien d'initiatives locales	T2				28	Amériques (NGM)
Évaluation horizontale : Stratégie canadienne de prévention du passage de clandestins (responsable : AMC)		T3			11, 26	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Renforcement des capacités de lutte contre la criminalité et le terrorisme	T4				26	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Initiative des Accélérateurs technologique canadiens (ATC)		T4			14	Développement du commerce international (BFM)
Évaluation de la cohérence d'EGM : Commerce, diplomatie et aide internationale				T4	5, 16, 29	Europe, Arctique, Moyen-Orient et Maghreb (EGM)
Aide internationale dans les Amériques : Haïti	T4				30	Amériques (NGM)
Évaluations institutionnelles du MOPAN			T4		2	Enjeux mondiaux et développement (MFM)

Légende :

- Tous les programmes dont la moyenne des subventions et contributions (S&C) dépasse 5 million de dollars par année sur une période de 5 ans
- Présentations au Conseil du Trésor ou autre engagement législatif

- Programmes sans subventions et contributions (S&C) ou d'une valeur inférieure à 5 millions de dollars par an (à évaluer périodiquement) ou exemptés d'évaluation
- Évaluations déterminées en fonction des priorités, des risques et des besoins du Ministère

Calendrier d'évaluation quinquennal : Année 2 – Exercice financier 2023-2024

Nom d'évaluation	Exigence			Discretionnaire	Lien avec le répertoire des programmes	Secteurs
	LGFP / S&C	Prés.CT	Répert. Progr.			
Devoir de diligence (sécurité des missions et du personnel à l'étranger), incluant les éléments de la Préparation et intervention en cas d'urgence		✓			35, 40, 41, 42, 43	Plateforme internationale (ACM) Services consulaires, sécurité et gestion des mesures d'urgence (CFM) Planification ministérielle, finance et technologie de l'information (SCM)
Programme des femmes d'affaires en commerce international (FACI)		✓			14	Développement du commerce international (BFM)
Initiative principale d'AMC : Partenariat pour l'égalité des genres (Fonds Égalité)		✓			23	Partenariats pour l'innovation dans le développement (KFM)
Méta-analyse : Cohérence -commerce, diplomatie et aide internationale				✓	5, 6, 7, 8, 16, 17, 18, 19, 29, 30, 31, 32	Tous les secteurs géographiques
Programmes pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP)		✓			25	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Programme de réduction des menaces liées aux armes	✓				27	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Évaluation de la stratégie du Canada pour répondre à la crise des Rohingyas au Myanmar et au Bangladesh		✓			31	Asie-Pacifique (OGM)
Domaine d'action de la Politique d'aide internationale féministe (PAIF) : Éducation / Initiative principale d'AMC : Éducation des filles dans les États fragiles		✓			10, 24	Enjeux mondiaux et développement (MFM)
Évaluation horizontale du Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes (responsable: Sécurité publique Canada)		✓			11, 26	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Évaluations institutionnelles du MOPAN			✓		2	Enjeux mondiaux et développement (MFM)

Calendrier d'évaluation quinquennal : Année 3 – Exercice financier 2024-2025

Nom d'évaluation	Exigence			Discretionnaire	Lien avec le répertoire des programmes	Secteurs
	LGFP / S&C	Prés.CT	Répert. Progr.			
Environnement et action climatique		✓			10, 24	Enjeux mondiaux et développement (MFM)
Stratégie d'éducation internationale	✓				14	Développement du commerce international (BFM)
Initiative principale d'AMC : Santé et droits sexuels et reproductifs		✓		✓	24	Enjeux mondiaux et développement (MFM)
Domaine d'action de la PAIF : Santé et nutrition				✓	10, 24	Enjeux mondiaux et développement (MFM)
Leçons tirées de la programmation dans les États fragiles Pays potentiels ciblés: Mali, Soudan du Sud, Burkina Faso				✓	19	Afrique subsaharienne (WGM)
Commerce et développement	✓				12	Politique et négociations commerciales (TFM)
Cadre stratégique international pour le cyberspace		✓			25	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Méthodologie de calcul des coûts du Secteur de la plateforme			✓		36	Plateforme internationale (ACM)
Évaluations institutionnelles du MOPAN			✓		2	Enjeux mondiaux et développement (MFM)

Calendrier d'évaluation quinquennal : Année 4 – Exercice financier 2025-2026

Nom d'évaluation	Exigence			Discretionnaire	Lien avec le répertoire des programmes	Secteurs
	LGFP / S&C	Prés.CT	Répert. Progr.			
Partenariat pour l'innovation dans le développement : Résultats de l'innovation				✓	23	Partenariats pour l'innovation dans le développement (KFM)
Contrôles des exportations commerciales		✓			13	Politique et négociations commerciales (TFM)
Initiative mondiale pour l'Arctique	✓	✓			24	Europe, Arctique, Moyen-Orient et Maghreb (EGM)
CanExport	✓				14	Développement du commerce international (BFM)
Programme canadien de l'innovation à l'international (PCII)	✓				15	Développement du commerce international (BFM)
Cohérence AMC : Le nexus humanitaire, développement et paix	✓			✓	22, 24, 25	Enjeux mondiaux et développement (MFM) Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Programmation du Bureau des droits de l'homme, de la liberté et de l'inclusion	✓				21	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Évaluation formative de la politique multilatérale				✓	2	Enjeux mondiaux et développement (MFM)
Évaluations institutionnelles du MOPAN			✓		2	Enjeux mondiaux et développement (MFM)

Calendrier d'évaluation quinquennal : Année 5 – Exercice financier 2026-2027

Nom d'évaluation	Exigence			Discretionnaire	Lien avec le répertoire des programmes	Secteurs
	LGFP / S&C	Prés.CT	Répert. Progr.			
L'engagement du Canada dans les opérations de paix et la consolidation de la paix de l'ONU		✓			25	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Plan d'action national du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité				✓	25	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Programme de partenariat de la plateforme nord-américaine (PPNA)			✓		6, 17	Amériques (NGM)
Aide consulaire et services administratifs pour les Canadiens à l'étranger			✓		34	Services consulaires, sécurité et gestion des mesures d'urgence (CFM)
Point de prestation des services communs (PPSC)			✓		36, 38	Plateforme internationale (ACM)
Réforme du cadre des employés recrutés sur place (ERP)			✓		39	Ressources humaines (HCM)
Stratégie de diplomatie culturelle				✓	5, 6, 7, 8	Tous les secteurs géographiques
Comprendre le rôle du Canada en tant que membre de forums internationaux, notamment l'APEC, le Commonwealth et la Francophonie.			✓		18	Asie-Pacifique (OGM)
Évaluations institutionnelles du MOPAN			✓		2	Enjeux mondiaux et développement (MFM)

Annexe II : Répertoire des programmes 2022-2023 – Affaires mondiales Canada

I. Diplomatie et défense des intérêts internationaux	II. Commerce et investissements	III. Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	IV. Aide aux Canadiens à l'étranger	V. Soutien à la présence du Canada à l'étranger	VI. Services internes
<ol style="list-style-type: none"> 1. Coordination des politiques internationales 2. Politiques multilatérales 3. Droit international 4. Le Bureau du protocole 5. Politique et diplomatie en Europe, dans l'Arctique, au Moyen-Orient et au Maghreb 6. Politique et diplomatie pour les Amériques 7. Politique et diplomatie en Asie-Pacifique 8. Politique et diplomatie en Afrique subsaharienne 9. Coordination géographique et appui aux missions 10. Politique d'aide internationale 11. Politique de sécurité internationale et diplomatie 	<ol style="list-style-type: none"> 12. Politique et négociations commerciales, accords et différends 13. Réglementation commerciale 14. Développement du commerce international 15. Innovation et investissement international 16. Commerce en Europe, dans l'Arctique, au Moyen-Orient et au Maghreb 17. Commerce dans les Amériques 18. Commerce en Asie-Pacifique 19. Commerce en Afrique subsaharienne 	<ol style="list-style-type: none"> 20. Opérations d'aide internationale 21. Programmation du Bureau des droits de la personne, des libertés et de l'inclusion (BDPLI) 22. Aide humanitaire 23. Partenariats et innovation dans le développement 24. Aide internationale multilatérale 25. Stabilisation et opérations de paix 26. Programmes visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité et le terrorisme 27. Réduction des menaces d'armes 28. Fonds canadien d'initiatives locales 29. Aide internationale en Europe, dans l'Arctique, au Moyen-Orient et au Maghreb 30. Aide internationale dans les Amériques 31. Aide internationale en Asie-Pacifique 32. Aide internationale en Afrique subsaharienne 33. Politiques et opérations concernant les subventions et les contributions 	<ol style="list-style-type: none"> 34. Aide consulaire et services administratifs aux Canadiens à l'étranger 35. Préparation et intervention en cas d'urgence 	<ol style="list-style-type: none"> 36. Services ministériels au niveau de la plateforme 37. Directives sur le service extérieur 38. Relations avec les clients et opérations des missions 39. Services aux employés recrutés sur place 40. Planification et intendance des biens immobiliers 41. Services professionnels et techniques pour l'exécution des projets de biens immobiliers 42. Préparation et sécurité de la mission 43. Gestion de l'information et technologie de l'information du réseau des missions 	<ol style="list-style-type: none"> 44. Services de gestion et de surveillance 45. Services de communication 46. Services juridiques 47. Ressources humaines 48. Gestion financière 49. Gestion de l'information 50. Technologies de l'information 51. Gestion des biens immobiliers (domestique) 52. Gestion du matériel 53. Acquisition (approvisionnement)

Annexe III : Programmes exclus du calendrier quinquennal

Le plan d'évaluation ministériel actuel couvre l'évaluation de 36 des 43 programmes requis dans le Répertoire des programmes, c'est-à-dire les programmes de subventions et de contributions dont la moyenne quinquennale est de 5 millions de dollars par an ou plus. Les **7 programmes** présentés ci-après font partie de cette catégorie, mais sont exclus du calendrier d'évaluation quinquennal pour les raisons énumérées ci-dessous.

Responsabilité principale	Programme dans le Répertoire des programmes	Justification de l'exclusion
I. Diplomatie et défense des intérêts internationaux	1. Coordination des politiques internationales	Risque faible. Ce domaine est couvert par la participation d'AMC dans les forums internationaux et le travail d'évaluation conjoint, notamment, avec EvalNet de l'OCDE-CAD, l'Initiative globale d'évaluation et la Coalition mondiale d'évaluation de la réponse à la COVID-19. 15 millions de dollars de S et C représentent la cotisation du Canada à l'OCDE.
	3. Droit international	Risque faible. L'évaluation horizontale de la section 9 de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (responsable : Sécurité publique Canada) a été approuvée en juillet 2020. Il n'y a pas d'autres besoins d'évaluation du programme au cours de cette période.
	4. Le Bureau du protocole	Risque faible. Les recommandations de l'évaluation la plus récente (2017) ont été mises en œuvre et il n'y a pas eu de changement dans la programmation ou le contexte depuis la dernière évaluation.
	9. Coordination géographique et appui aux missions	Risque faible / Besoin faible. Le programme a récemment fait l'objet d'une évaluation achevée en 2020-2021. Il n'y a pas d'exigence propre à la LGFP pour une évaluation au cours de la période de cinq ans du PEM.
III. Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	20. Opérations d'aide internationale	Risque faible / Besoin faible. DPD est inclus comme Bureau de seconde responsabilité dans plusieurs évaluations.
	33. Politiques et opérations concernant les subventions et les contributions	Risque faible. L'évaluation prévue des programmes d'innovation (y compris le PIAI et le Programme de prêts souverains) a été supprimée, car de nombreuses études et des examens d'audit complémentaires ont permis d'apporter des changements importants au programme.
V. Soutien à la présence du Canada à l'étranger	37. Directives sur le service extérieur	Risque faible. Il n'y a pas d'exigences quant à procéder à une évaluation au cours de la période de cinq ans, car il ne s'agit pas d'un programme de subventions et de contributions. De plus, la nécessité d'une évaluation est faible, étant donné qu'un audit sur le volet lié à la réinstallation a récemment été réalisé.

Annexe IV : Faire progresser l'évaluation féministe

NOTRE CHEMINEMENT VERS L'ÉGALITÉ ET LE RENFORCEMENT DU POUVOIR DES FEMMES

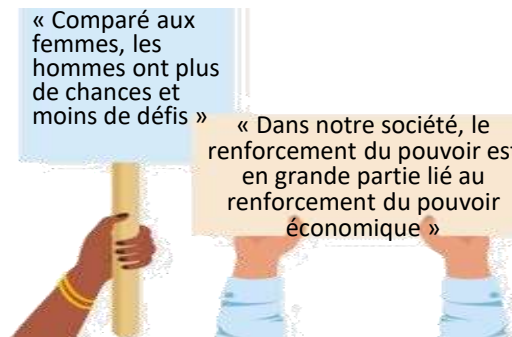
À quel ressemblent l'égalité et le renforcement du pouvoir des femmes?

Échelle d'évaluation de l'incidence sur l'égalité des genres

● Aucune incidence sur le genre	● Incidence négative sur le genre	● Incidence mitigée sur le genre	● Incidence positive sur le genre	
Économique	Connaissances	Sécurité Physique	Confiance en Soi	Social

Obstacles et soutien à l'autonomisation

X	✓
---	---



L'outil de mesure du renforcement de l'égalité et du pouvoir des femmes (MREP) a été développé par l'équipe d'évaluation avec l'aide de chercheurs féministes canadiens et internationaux dans le cadre de l'évaluation d'Affaires mondiales Canada sur l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles au Moyen-Orient et au Maghreb. Conçu pour recueillir des données sur les résultats du projet, l'outil MREP a été mis à l'essai dans cinq pays et territoires.

Cet outil innovant de collecte de données utilise une méthodologie féministe et emploie une optique intersectionnelle pour recueillir des données qualitatives et descriptives sur les résultats des programmes de développement en matière d'égalité des genres et de renforcement des capacités. L'outil permet aux chercheurs, aux évaluateurs ou aux responsables de projet de recueillir des données sur les expériences de renforcement du pouvoir des participants au projet en fonction de cinq catégories de renforcement : économique, psychologique, physique, connaissances et sociale. Bien qu'il puisse être utilisé seul, l'outil MREP a pour principal objectif de compléter les pratiques d'évaluation et les outils de collecte de données existants par une méthodologie féministe axée sur les données qualitatives, les connaissances et les expériences locales.

Les leçons tirées du projet pilote ont depuis conduit à la conception d'une trousse à outils complète comprenant des ressources de formation et d'orientation, des modèles et d'autres informations utiles qui fournissent une approche flexible, orientée vers le processus et réciproque pour la collecte de données qui **place les voix des femmes, des autres genres et des groupes marginalisés au centre des évaluations.**

L'outil MREP a été très bien accueilli au sein du Ministère et continue de susciter un intérêt croissant au sein de la communauté internationale de l'évaluation, notamment grâce à son intégration dans les orientations de l'OCDE sur les programmes de renforcement du pouvoir des femmes. Depuis son introduction, la fonction d'évaluation a continué à socialiser et à promouvoir son utilisation au Canada et à l'étranger.